

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

PRODUITS DE SANTE

La fourniture de médicaments radiopharmaceutiques marqués au Fluor 18

2026_SAN_CHD_003

Les numéros de marchés seront communiqués sur le courrier de notification des lots.

18.173 – Médicaments radiopharmaceutiques

APPEL D'OFFRES

6 lots

Accord cadre à bons de commandes

Le marché couvre les besoins pour **une première période de 12 mois à compter du 1er juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure**. Il pourra être reconduit **pour 3 nouvelles périodes de 12 mois**.

REVISABLE

1,5%

MENSUEL A TERME ECHU

50 jours

Le présent Cahier des Clauses Particulières comporte 28 pages numérotées de 1 à 28

QUELQUES MOTS SUR L'ACHETEUR PUBLIC – SES PARTICULARITES

1. CONTEXTE RELATIF AUX GROUPEMENTS HOSPITALIERS DE TERRITOIRE

En application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé, un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé est consacré : les groupements hospitaliers de territoire.

2. FORME JURIDIQUE DE LA MUTUALISATION

Le CHD Vendée est désigné établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée.

La fonction achat des établissements partie au Groupement Hospitalier de Territoire est déléguée à l'établissement support.

Le Centre hospitalier Départemental de Vendée en application des articles L.2113-2, L213-3 du Code de la Commande Publique exerce les opérations de passation de marchés publics mais uniquement au bénéfice des établissements partie au Groupement Hospitalier de Territoire.

2.1 Membres du GHT Vendée

Les établissements publics de santé partie au Groupement Hospitalier de Territoire sont les suivants :

- CHD Vendée
- CH Loire Vendée Océan
- CH Côte de Lumière
- CH Fontenay le Comte
- Groupe public hospitalier médico-Social des Collines Vendéennes
- EPSM Vendée Georges Mazurelle
- CH de Noirmoutier
- CH de l'Île d'Yeu

2.2 Compétences et missions dévolues à l'établissement support et aux établissements parties

Le CHD Vendée assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation du marché pour :

- Analyse et consolidation des besoins
- Elaboration de la politique d'achat et des stratégies d'achat
- Passation des marchés publics (publication, modification du Dossier de Consultation des entreprises, négociation avec les candidats, choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, notification des courriers de rejet et de pré-attribution, signature du marché, notification du marché)
- Litiges au stade de la passation du marché (marchés subséquents inclus)
- Passation, négociation et signature des modifications de marchés
- Passation des marchés subséquents

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

A ce titre, les établissements partis sont compétents en phase d'exécution pour :

- Opportunité d'émettre un besoin
- Emission des bons de commande
- Application des pénalités
- Règlement des litiges au stade de l'exécution des bons de commande et marchés subséquents
- Notification des ordres de service
- Contrôle de l'exécution et vérification du service fait
- Paiement du cocontractant
- Elaboration du décompte
- Gestion des mémoires en réclamation
- Décisions de reconduction/non-reconduction
- Décisions de résiliation

HÔPITAUX DE VENDÉE

- Révision des prix
- Liquidation et mandatement des factures
- Gestion des déclarations de sous-traitance intervenues en cours d'exécution de marchés

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet **la fourniture de médicaments radiopharmaceutiques marqués au Fluor 18** au CHD Vendée site de La Roche Sur Yon.

Une formation au personnel hospitalier pourra être éventuellement dispensée si l'utilisation de certains médicaments radiopharmaceutiques le nécessite. Cette formation fera partie intégrante du marché.

2. PROCEDURE APPLIQUEE ET FORME DU MARCHÉ

L'accord-cadre est lancé selon un appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R.2122-2 à R.2162-6 et R. 2162-13 et suivants, sans indication de minimum mais avec un maximum en quantité annuelle correspondant à 200% de la quantité annuelle estimative pour chaque lot.

Les quantités estimatives annuelles pourront être ajustées au regard de l'évolution des besoins du CHD Vendée (cf. détail au sein du « catalogue des besoins » annexe 1) dans le respect du cadre du marché à bons de commande.

Compte tenu de la demi-vie limitée des produits radiopharmaceutiques utilisés en TEP et de l'impératif de continuité et de sécurité des soins en médecine nucléaire, le lot n°1 est multiattributaires. Les lots 2 à 6 sont monoattributaires.

L'accord cadre multiattributaires est réalisé avec un maximum de **3 attributaires** sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Condition d'attribution générale des commandes:

L'accord-cadre s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Les modalités d'attribution des bons de commande se font sans négociation ni remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre. Les principes d'attribution des commandes sont décrits dans le présent cahier des clauses particulières. La position propre à chaque attributaire figurera au cadre E de l'acte d'engagement.

3. DESIGNATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

CHD Vendée

Les Oudairies - Boulevard Stéphane Moreau
85925 LA ROCHE SUR YON Cedex 9,

Représenté par son Directeur Général O. SERVAIRE-LORENZET, ci-après nommé « CHD Vendée ».

Il agit pour ses propres besoins et également pour le compte des établissements suivants dans le cadre de ses missions d'établissement support.

L'établissement ayant défini un besoin est celui qui héberge le seul service de médecine nucléaire sur tout le département de la Vendée, à savoir le CHD Vendée site de La Roche Sur Yon.

4. DUREE DU MARCHÉ

Le marché couvre les besoins pour **une première période de 12 mois à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure**. Il pourra être reconduit **pour 3 nouvelles périodes de 12 mois**.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Si le CHD Vendée ne souhaite pas reconduire le marché ou l'accord cadre, il prendra une décision de non-reconduction, qu'il notifiera 2 mois avant la date d'échéance du marché au titulaire. En cas de silence gardé par le CHD Vendée, à la date d'échéance du marché, ce dernier sera reconduit automatiquement à l'identique.

La non-reconduction du lot n'emporte pas l'application d'une quelconque indemnité au profit du titulaire pour non-exécution du marché.

Pour chaque lot, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de l'accord cadre. Les bons de commandes peuvent s'exécuter au-delà de la date limite de l'accord cadre sans pouvoir excéder un délai d'exécution de 6 mois.



Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation **dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur**.

5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **Le présent Cahier des Clauses Particulières** et annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD Vendée, établissement support du GHT Vendée, fait foi,
- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles dûment datés et signés,
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021). Le C.C.A.G n'est pas joint matériellement au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- **L'annexe 1 « catalogue des besoins »,**
- **l'annexe 2 « questionnaire technique et prestations fournisseur »,**
- **L'offre de prix** datée et signée ainsi que le montant du (ou des) rabais consenti(s) sur cette offre,
- **La documentation technique en langue française ou traduite en langue française**
- Le tarif public catalogue en vigueur des produits de même nature que l'objet du marché et le montant du ou des rabais consentis sur ce tarif,



Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels (conditions générales de vente par exemple) et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

Pièces à remettre au titulaire :

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire citées dans les documents constitutifs du marché ci-dessus.

6. DEFINITION DU BESOIN

Les besoins en matière de médicaments radiopharmaceutiques sont répartis en **6 lots** distincts dont la désignation, les unités de conditionnement, les caractéristiques et les quantités sont définies dans le "catalogue des besoins" annexe 1.

La quantité indiquée, pour chacun des lots, correspond à la **consommation prévisible sur 12 mois**. Elle pourra varier plus ou moins selon les besoins. Elle n'a aucune valeur contractuelle.

Clause catalogue :

En plus des articles décrits dans les lots, le CHD Vendée pourra acheter, pendant la durée du marché, ponctuellement et pour des besoins spécifiques, d'autres matériels de nature identique à l'objet du marché et figurant au catalogue des besoins du titulaire. Ces achats ne pourront être réalisés que dans la limite de 10% du volume d'achat réalisé dans le présent marché avec les produits référencés.

Dans ce cadre, il est demandé au candidat de fournir les tarifs publics de l'ensemble des produits proposés.

7. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, MESURES DE SECURITE

7.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Toute communication écrite ou verbale auprès de tiers, sans le consentement de l'acheteur est interdite. Toutefois, le titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Il sera fourni au titulaire du marché toute la documentation nécessaire à l'exercice de sa mission. Certains documents transmis par l'acheteur seront strictement consultables sur site.

A échéance de la mission, le prestataire restituera automatiquement et immédiatement l'ensemble des documents qui lui aura été confié dans le cadre du marché. Le prestataire ne peut en conserver une copie.

L'organisme retenu ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l'établissement, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

7.2 RESPECT DES REGLES DE SECURITE, D'HYGIENE ET DE DISCIPLINE

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement. Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des usagers qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement ;
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, de consignes d'hygiène et de sécurité ;
- le plan de prévention des risques.

7.3 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance au sens de l'article 28.8 du Règlement Européen sur la protection des données qui précise notamment:

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance précisera également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

8. PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1 ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.



En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8.2 DISPOSITIFS DE VIGILANCE

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG-FCS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'acte de réexamen sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG -FCS.

Cet article complète l'article 6 du CCAG-FCS.



Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante

CHD VENDEE

DEPARTEMENT TERRITORIAL DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE

CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE

LES OUDAIRIES

85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

ou par mail (adresse gestionnaire marchés).

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si l'Acheteur public décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à l'Acheteur public. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

9. CHAMP D'APPLICATION, NATURE ET CONDITIONS D'USAGE DES MODIFICATIONS

9.1 MODIFICATIONS DU MARCHÉ PAR CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Les modifications de marché figurant dans la liste suivante donneront lieu à une modification du marché par réexamen :



❖ MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Modifications concernant la situation du titulaire :

- Changement d'adresse
- Changement de dénomination sociale sans création de personne morale nouvelle ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement de statut juridique, s'il est certain que celui-ci n'a pas d'incidence sur la poursuite du marché ;
- Cession de marché (fusion-absorption, cession d'activités...) sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - o La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - o Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par le CHD Vendée lors de la participation à la procédure de passation du marché initial. Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires. (cf Règlement de consultation).
 - o Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, une copie de l'acte unilatéral lui sera transmis.

Si le cessionnaire ne dispose pas des capacités requises, le marché sera résilié sans aucune indemnité pour le titulaire.

Modifications concernant les produits, notifiés dans le marché :

- Modification de référence;
- Ajout ou retrait d'un point de livraison ;
- L'ajout ou le retrait d'une référence à celles initialement prévues (complément de gamme, arrêt de commercialisation, évolution technologique, rupture de stock, matériovigilance), dans la limite du volume maximum du marché aux conditions cumulatives suivantes :
 - o Le nouveau produit qu'il se substitue ou s'ajoute doit répondre aux spécifications du CCP, avoir une qualité au moins équivalente, et être similaire ;
 - o Le produit ne doit pas entrer en concurrence avec un autre lot ;
 - o L'ajout, le retrait ou la substitution doit se réaliser en accord avec l'établissement.

Dans tous ces cas de figure, nous ne pourrions être retenus comme responsable de la non-exécution partielle ou totale du marché avec les dispositifs retenus initialement dans le cadre du marché.

❖ MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR PUBLIC

- L'extension des lots pour les besoins d'un établissement du GHT qui n'avait pas émis de besoin initialement sur le lot mais qui en cours de marché sollicite un besoin sur les produits retenus dans le cadre du marché sous réserve du respect des conditions ci-dessous :
 1. L'extension du lot ne peut être réalisée qu'au bénéfice des établissements membres du GHT ;
 2. L'extension repose sur la détermination d'un besoin objectif : évolution de l'activité médicale, ouverture et/ou réorganisation des services, contraintes réglementaires (...);
 3. L'extension du lot à l'établissement demandeur ne modifie pas le maximum du lot, auquel cas, le réexamen devra respecter le point suivant sur le rehaussement de la quantité ;
 4. L'extension du lot ne modifie pas les prix du marché, les délais ou modalités d'exécution ni l'objet du lot.
- Rehaussement de la quantité annuelle maximum HT de chaque lot du marché dans la limite de 10% par rapport à la quantité maximum exprimée (200%). Cette clause pourra être déclenchée lorsque la consommation annuelle du marché aura atteint 80% de la quantité maximum annuelle. Dans le cas où cette clause serait déclenchée, la nouvelle quantité maximum annuelle de chaque lot vaudra pour l'ensemble des années restantes du marché ;



❖ ETAPES DE REALISATION DE LA MODIFICATION

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter tous les éléments permettant d'attester la modification (courrier d'accompagnement et éléments de preuve en fonction de la nature de la modification indiquée ci-dessus);
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte de réexamen (sous la forme d'un acte unilatéral) à l'appui des documents transmis par le titulaire et le soumettra en signature auprès du directeur général du CHD Vendée. Une copie sera transmise au titulaire par la plateforme PLACE.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque problème d'exécution (rejet de facture...), sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.



❖ CAS PARTICULIERS

En cas de difficulté ou rupture d'approvisionnement :

Le titulaire s'engage à informer les Pharmaciens des établissements dans les plus brefs délais en indiquant:

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture ou difficulté,
- La durée prévisionnelle de cette rupture ou difficulté,

- Tout élément permettant de proposer des solutions alternatives aux établissements.

L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. (Cf Modification à l'initiative du titulaire par réexamen.)

En cas de désaccord, l'Acheteur se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition en commande du produit.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les dépenses restent acquises aux établissements adhérents.

Dans le cas où le Titulaire ne résolve pas, dans un délai de trois mois, ses difficultés d'approvisionnement, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché public pour faute du titulaire dans les conditions prévues ci-après.

En cas d'arrêt de commercialisation :

Le titulaire s'engage à informer les Pharmaciens des établissements dans un délai minimum de 10 mois avant la date de fin de commercialisation des dispositifs.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. (Cf Modification à l'initiative du titulaire)

En cas de désaccord, l'Acheteur se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le Titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

En cas d'évolution technologique

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, l'Acheteur se réserve la possibilité d'acheter au titulaire le nouveau dispositif en substitution de l'ancien modèle, sans qu'il puisse lui être opposé la non-exécution de la totalité du marché avec l'ancienne référence (cf modification par réexamen art.9.1) En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'évolution réglementaire ne permettant pas de faire évoluer le marché, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois. Dans tous les cas, le prix du marché ne pourra excéder une majoration de plus de 5% par rapport au prix du dispositif initialement référencé.

En cas de résiliation, afin de maintenir une couverture contractuelle, le temps de relancer la procédure, la résiliation prendra effet 6 mois après la date de notification de la résiliation (AR notification).

9.2 MODIFICATION DE MARCHÉ PAR CLAUSE MODIFICATIVE

Le marché peut être modifié pour d'autres motifs que ceux précédemment cités dans les conditions décrites par le code de la commande publique indiquées ci-dessous.

❖ NATURE DES MODIFICATIONS

1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications

successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

2. Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

Cet article complète l'article 24 du CCAG FCS.



Rappel : Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

Modalités de poursuite du contrat dans le cadre de circonstances imprévues

➤ **Modification des conditions d'exécution**

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité des soins ;
- **d'une prolongation du délai d'exécution** dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS

En cas d'obstacle à l'exécution de chaque accord-cadre dans le délai contractuel, le titulaire d'un accord-cadre devra obligatoirement en informer l'établissement émetteur de la commande ainsi que chacun des sites concernés et en précisant les causes du retard qui n'engagent pas sa responsabilité (exemple : rupture de stock imprévisible).

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, cette information devra être adressée à l'établissement qui a passé la commande par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte et ce avant échéance du délai d'exécution des prestations mentionné dans le bon de commande.

Le titulaire pourra formuler en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'établissement concerné notifiera par écrit, dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire, sa décision d'acceptation ou de refus de la prolongation.

Le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

➤ **Modification temporaire des prix**

le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par l'établissement sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les conditions économiques de son offre initiale par des charges **extracontractuelles** excessives, c'est-à-dire des charges non prévues lors de la conclusion du marché, qui entraînent le bouleversement de son équilibre.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'établissement analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. Le silence de l'établissement ne vaut pas acceptation des nouveaux prix. Si l'établissement entend accepter la demande, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans **une annexe au contrat** prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois pendant toute la durée du marché, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'établissement. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de **l'annexe au contrat** signée par l'acheteur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ **Modalités de suspension du contrat**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

3. Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

4. Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, l'Acheteur prend en compte le montant cumulé.

❖ ETAPES DE REALISATION DE LA MODIFICATION

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter tous les éléments permettant d'attester la modification (courrier et justificatifs);
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète, elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte modificatif à l'appui des documents transmis par le titulaire et lui proposera le document en signature.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque problème d'exécution (rejet de facture...), sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.

4. Une fois le document signé par le titulaire, il devra être signé par le Directeur Général du CHD Vendée dans sa mission d'établissement support.
5. Le document sera ensuite notifié auprès du titulaire sur la plateforme PLACE, pour mise en œuvre.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

10. CARACTERISTIQUES DES PRODUITS

10.1 CARACTERISTIQUES GENERALES

10.1.1 *Réglementation normes générales*

Les produits du domaine pharmaceutique sont définis par référence au Code de la Santé Publique et à la réglementation de la Pharmacopée.

Ils possèdent l'Autorisation de Mise sur le Marché et l'Agrément aux Collectivités.

Ils doivent comporter un étiquetage complet en langue française (loi n° 94-665 du 04.08.1994, version consolidée au 1^{er} juillet 2016).

Le laboratoire précisera pour chaque produit proposé :

- Le numéro d'AMM,

- Si le contenant possède du latex,
- La teneur en sodium,
- Si un médicament est susceptible d'être remplacé par un autre du même laboratoire en cours d'année,
- Pour un médicament IV, s'il peut être utilisé en IM ou SC et dans quelles conditions,
- Si le médicament contient des sulfites,
- Les médicaments susceptibles d'être supprimés durant la période du marché.

Le produit sera accompagné d'un dossier "Pharmacien Hospitalier" et du résumé de la commission de transparence s'il a été commercialisé depuis le 01/01/2010 ou si un nouveau dossier a été mis à jour durant l'année en cours.

10.1.2 Réglementation normes spécifiques

Les produits proposés sont en tous points conformes aux textes législatifs et réglementaires régissant ces produits, c'est-à-dire :

- ↳ La directive EURATOM relative à la protection radiologique des personnes soumises à des examens et traitements médicaux et à celle des populations et travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants,
- ↳ La directive du Conseil n°2004/27/CE du 31 mars 2004 – JOCE du 30 avril 2004 qui modifie la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain,
- ↳ La directive du Conseil n°2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain,
- ↳ La loi n°92-1279 du 08 décembre 1992 et décret d'application n°2000-1316 du 26 décembre 2000.

Les articles doivent être conformes aux prescriptions relatives à la réglementation régissant la matière : AMM, notice d'instruction, RCP (information sur la dosimétrie interne au rayonnement, instruction détaillée sur la préparation et sur le contrôle qualité) et pour les médicaments contenant des radionucléides l'étiquetage du blindage de protection et l'étiquetage du conditionnement primaire et pour les produits stériles, durée de péremption, conditionnement et diverses indications à porter sur les emballages, lesquelles devront être rédigées en langue française (décret 95-295 du 16 mars 1995).

Dans tous les cas, la fourniture est caractérisée par référence aux caractéristiques des produits.

Les articles doivent répondre aux caractéristiques techniques définies pour chaque article objet de la consultation. En cours d'exécution du marché, des contrôles de conformité sont effectués.

10.2 FICHES TECHNIQUES DES PRODUITS

Les candidats devront fournir une fiche technique des Résumés Caractéristiques Produit (RCP) rédigée en français pour chaque article proposé.

10.3 PRODUITS SOUMIS A LA CHAÎNE DU FROID

Produits à conserver entre 2°C et 8°C et produits congelés

Les produits doivent être livrés dans des colis ne contenant que des produits ayant les mêmes modalités de conservation et portant de manière évidente une étiquette signalétique spécifique des produits froids.

L'étiquetage des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit être différencié de celui des produits congelés ; il doit dans les deux cas être rédigé en langue française.

Les moyens et les conditions de transport choisis doivent permettre d'assurer la conservation des conditions de température jusqu'à la livraison au lieu de réception.

La préparation des commandes et l'expédition des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit respecter les recommandations du Conseil de l'Ordre des Pharmaciens relatives aux bonnes pratiques de gestion des produits de santé soumis à la chaîne du froid (version mai 2006), notamment :

- Le fournisseur doit apporter le justificatif que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception,

- Le type de transport utilisé (transport à température dirigée et contrôlée ou transport à température non maîtrisée nécessitant l'emploi de dispositifs isothermes validés) doit être précisé.

10.4 ETIQUETAGE, NOTICE

Les notices ou instructions d'utilisation en langue française doivent permettre d'utiliser le dispositif en toute sécurité. Elles doivent permettre également au personnel médical de donner les renseignements au patient sur les contre-indications et les précautions à prendre.

Tous les articles comportent un étiquetage complet conforme à la pharmacopée européenne 11^{ème} édition relative aux médicaments radiopharmaceutiques.

L'étiquetage doit comporter notamment les mentions suivantes :

- L'activité contenue dans le flacon, la date et l'heure de calibration,
- Le n° du lot,
- Les dates et heures limites d'utilisation.

10.5 CONDITIONNEMENT

Le conditionnement et l'emballage doivent être en règle avec le principe de radioprotection et garantir une absence d'irradiation lors du transport et de la réception du colis (pots plombés et protection en polystyrène) :

- Un emballage externe,
- Un emballage interne adéquat (polystyrène + plomb...).

10.6 DELAIS DE PEREMPTION

Les délais de péremption admis sont les suivants :

- 10 heures pour tous les lots.

10.7 CODIFICATION DES PRODUITS

Les établissements membres du GHT Vendée sont dotés d'outils informatiques de traçabilité des dispositifs médicaux pour des objectifs sanitaires, réglementaires, comptables et de gestion des stocks. L'intégration dématérialisée, automatisée et fiable des informations liées à ces produits, ne peut être réalisée qu'avec une base de codification produit harmonisée.

Sur les recommandations de la Conférence des Directeurs Généraux de CHU, les établissements membres du GHT Vendée souhaitent fortement que les fournisseurs codifient leurs produits et leurs unités logistiques selon le standard international de codification GS1.

Ce code devra être représenté par un symbole lisible et exploitable de façon automatique (code barre GS1-128 ou Datamatrix) sur le conditionnement des produits.

10.8 FORMATION

Si l'utilisation ou l'administration d'un produit nécessite pour les futurs utilisateurs, une formation particulière, il est de la responsabilité du fournisseur, de prendre à sa charge, la formation du personnel hospitalier.

11. MODALITES D'EXECUTION

Avertissement : Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution des marchés, informer sans délai le CHD Vendée, de tout évènement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi, ou la garantie des prestations objet du présent marché.

11.1 DISPOSITIONS GENERALES

↳ Pour les médicaments radiopharmaceutiques prêts à l'emploi :

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande visés par le radiopharmacien, au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande comporte au moins :

- Le numéro de commande interne,
- La date d'émission,
- La référence du présent marché,
- Le numéro IRSN,
- L'isotope,
- L'activité demandée,
- La quantité demandée,
- Le lieu et la date de livraison.

Ces bons de commande sont :

- Envoyés par courriel au fournisseur par le service de Médecine Nucléaire

Dans tous les cas un accusé de réception sera retourné par le fournisseur.

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

11.2 MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE (SANS REMISE EN CONCURRENCE)

11.2.1 Modalités d'attribution en présence de 3 titulaires

Les bons de commande sont attribués selon un système de répartition des bons de commande

- Le titulaire classé 1^{er} assure les livraisons entre 8h30 et 12h00 (inclus)
- Le titulaire classé 2^e assure les livraisons entre 12h30 et 14h30 (inclus)
- Le titulaire classé 3^e assure les livraisons entre 14h30 et 15h30 (inclus)

Cette organisation correspond à une estimation prévisionnelle des volumes d'environ :

54% des commandes pour le titulaire classé en 1^{ère} position ;

34% des commandes pour le titulaire classé en 2^{ème} position ;

12% des commandes pour le titulaire classé en 3^{ème} position.

Cette estimation prévisionnelle est donnée à titre indicatif et ne constitue pas un engagement contractuel.

11.2.2 Modalités d'attribution en présence de 2 titulaires

les bons de commande sont attribués selon les modalités suivantes :

- Le titulaire classé 1er assure prioritairement les livraisons correspondant aux plages du matin.
- Le titulaire classé 2e assure prioritairement les livraisons correspondant aux plages de l'après-midi.

Cette organisation correspond à une estimation prévisionnelle des volumes d'environ 60 % (sur les plages horaires du matin) et 40 % (sur les plages horaires de l'après-midi) (cf annexe catalogue des besoins), donnée à titre indicatif et ne constituant pas un engagement contractuel.

11.2.3 Modalités d'attribution en cas de défaillance d'un titulaire

En cas de taux de service mensuel < 80 % pendant deux mois consécutifs, ou de retards répétés compromettant la continuité des soins, après mise en demeure restée sans effet, l'acheteur pourra confier temporairement les commandes concernées au titulaire classé en 2^{ème} position puis au titulaire classé en 3^{ème} position si le titulaire classé en 2^{ème} position est lui-même défaillant.

Le titulaire initial retrouve son positionnement dès justification d'un taux ≥ 80 % sur deux mois consécutifs.

Le taux de service mensuel correspond au rapport entre le nombre de bons de commande exécutés sans incident affectant la continuité des soins et le nombre total de bons de commande émis sur la période considérée.

Une commande est défaillante si elle présente :

- Un retard compromettant l'injection
- Une annulation non justifiée
- Une livraison partielle non exploitable
- Une non-conformité empêchant l'utilisation – correspondant à un "raté" de production.
- Une absence de livraison

11.2.4 Perte d'exclusivité de l'accord cadre - défaillance exceptionnelle des titulaires

En cas de défaillance des titulaires, le CHD Vendée se réserve la possibilité de recourir à un marché de substitution, strictement limité aux besoins concernés, justifié par la continuité des soins.

11.3 LIVRAISON

Les livraisons ont lieu, **du lundi au vendredi exclusivement**, dans le respect des délais mentionnés ci-dessous :

- Pour tous les lots : le délai de livraison est celui correspondant au jour et heure de livraison souhaités par le CHD Vendée et inscrits sur le bon de commande. Il est impératif que le titulaire porte une attention particulière à l'horaire de livraison souhaité par le CHD Vendée. Une réception de 30 minutes avant l'injection du premier patient est indispensable au bon déroulement des examens TEP.

Les produits sont livrés à l'adresse suivante :

CHD Vendée
MÉDECINE NUCLÉAIRE – SAS DE LIVRAISON – RDC BAS
BÂTIMENT DE MEDECINE NUCLEAIRE
Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau
85925 LA ROCHE SUR YON Cedex 9

Aux conditions ci-après :

- Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectuent sous l'entière responsabilité **du titulaire du marché**,
- Sur l'emballage doivent figurer très clairement les conditions de stockage, notamment pour ce qui concerne la conservation au froid,
- Le déchargement de la marchandise sera effectué par les soins du titulaire et la livraison s'entend par un **déchargement obligatoire dans le SAS DE LIVRAISON (RDC BAS) BÂTIMENT DE MÉDECINE NUCLEAIRE prévu à cet effet.**
- Toute livraison est accompagnée d'un bordereau de livraison indiquant :
 - L'identification du fournisseur,
 - Le lieu de livraison,
 - La date de livraison,
 - Les références du bon de commande,
 - La quantité commandée,
 - L'activité commandée,
 - La quantité livrée,
 - L'activité livrée,
 - La désignation de chaque article,
 - Les numéros de lot, dates et heures de péremption des articles livrés,
 - Les dates et heures de calibration.

Tout retard de livraison ne pourra être admis. Le non-respect de cette clause (dans le cas où cela se répèterait au moins deux fois dans l'année) pourra entraîner une résiliation du marché.

Le titulaire ne sera pas tenu d'être présent lors de la livraison des équipements conformément à l'article 22 du CCAG-FCS.

Le destinataire apposera, si nécessaire, des réserves précises sur le document de livraison. Ces réserves seront confirmées par lettre recommandée auprès du titulaire dans les 72 heures suivant les réserves.

Dans tous les cas, les frais de retour des marchandises sont à la charge du titulaire. Cela inclut les frais de retour au sens large, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

Le titulaire demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison. Il est également responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier. Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

11.4 VERIFICATION - ADMISSION

11.4.1 Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler dans un premier temps, la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de transport et dans un second temps, la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande. Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, le CHD Vendée mettra en demeure le titulaire pour :

- Pour tous les lots, le titulaire aura simplement la possibilité de reprendre l'excédent si la livraison dépasse la commande. La livraison relative à ces lots ne pouvant souffrir d'aucun retard, le titulaire ne sera pas

invité à compléter sa livraison le jour initialement indiqué sur le bon de commande. Le CHD Vendée aura la possibilité de s'approvisionner chez un tiers aux frais et risques du titulaire. De plus, tout retard de livraison pourra entraîner une résiliation du marché.

Les frais de retour des marchandises sont à la charge du titulaire, dans tous les cas.

11.4.2 Vérification qualitative

Le titulaire s'engage à livrer un produit conforme au cahier des charges pendant la durée totale du marché.

Ainsi, les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications des marchés, à défaut l'échange sera exigé.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement membre du GHT Vendée concerné prend la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet. Les établissements membres du GHT Vendée s'engagent à effectuer les vérifications le jour même pour tous les lots.

En cas de décision de rejet pour non-conformité, le titulaire s'engage à reprendre les produits non-conformes. Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son chef fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Pour bénéficier de ce sursis, le titulaire signale au radiopharmacien du CHD Vendée les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande (à l'exception du lot 1 pour lequel les commandes sont passées la veille pour le lendemain). Il indique également la durée de sursis demandé.

Le CHD Vendée se réserve le droit de refuser le sursis de livraison demandé par le titulaire.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés au transport et aux modalités de livraison. Le sursis de livraison accordé suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités de retard.

La décision d'admission des fournitures est réputée acquise si le CHD Vendée par sa commande n'a formulé aucune réserve dans les délais impartis. Dans tous les cas, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Les frais de retour des marchandises sont à la charge du titulaire, dans tous les cas.

Dans le cas de mauvaise exécution du marché et en particulier en matière de qualité défectueuse ou d'impossibilité de livraison dans les délais fixés ou de non-conformité avec le produit demandé, il pourra être pourvu aux besoins du CHD Vendée aux frais et risques du titulaire, en s'approvisionnant auprès d'un autre fournisseur.

Le CHD Vendée apposera, si nécessaire, des réserves précises sur le document de livraison.

11.4.3 Admission et transfert de propriété

Le transfert de propriété du titulaire vers le CHD Vendée est réalisé par la réception des fournitures concernées.

11.5 GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission et pendant tout le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

Cette garantie s'applique également aux fournitures de substitution.

11.6 PENALITES

11.6.1 Pénalités d'anomalie de livraison

Les anomalies de livraison concernent les retards, sous calibrations, non livraison, ou tout autre anomalie susceptible de causer l'annulation de la programmation de patient.

Les pénalités d'anomalies ne s'appliqueront que si l'anomalie est imputable au titulaire du marché et que celui-ci entraîne l'annulation d'au moins un examen.

Les pénalités pour anomalie de livraison commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles du présent Cahier des Clauses Particulières. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le CHD Vendée appliquera des pénalités de retard selon les formules suivantes :

Pour tous les lots:

$$P=(RH+A+DH) *F$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

RH = coût patronal global journalier en ressource humaine d'une journée d'activité du secteur concerné ;

A = coût d'amortissement journalier des équipements lourds du secteur concerné ;

DH = dépenses hôtelières journalières du secteur concerné ;

F = proportion de la journée non réalisée imputable à l'anomalie de livraison ;

$$F = nb \text{ de patient annulé à cause de l'anomalie de livraison} / nb \text{ de patient programmé.}$$

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché révisé TTC.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités en deçà de 1000 euros sont dues.

11.6.2 Pénalités en cas de travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir au CHD Vendée, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail. En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail. Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le titulaire encourt l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

12. MODIFICATION, EVOLUTION DES PRODUITS OU RUPTURE DE STOCKS

Le fournisseur doit informer le CHD Vendée de toute modification de quelque caractéristique que ce soit du produit, (composition ou forme du produit, constituant de l'emballage, ...) dès réception du bon de commande et avant livraison.

Dans le cas où la référence d'un produit retenu dans le marché viendrait à disparaître ou en cas de rupture de stock, le titulaire s'engage à en avertir le CHD Vendée et à lui proposer une référence équivalente. La poursuite du marché avec le nouveau produit est soumise à une acceptation du CHD Vendée. Si le produit de remplacement proposé ne correspond pas au besoin de l'établissement, le CHD Vendée s'approvisionnera chez un autre fournisseur de son choix au frais du titulaire.

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, le CHD Vendée se réserve la possibilité d'acheter au titulaire le nouveau produit en substitution de l'ancien modèle, sans qu'il puisse lui être opposé la non-exécution de la totalité du marché avec l'ancienne référence. En cas d'évolution technologique majeure,

d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses ou d'évolution réglementaire, le CHD Vendée se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois. Dans tous les cas le prix du marché reste inchangé.

13. RAPPEL DE PRODUIT

En cas de procédure de pharmacovigilance à la suite d'un rappel de produit défectueux, le titulaire pourra, à la demande du CHD Vendée, fournir un produit équivalent qui sera inclus dans le marché.

Le produit doit être remplacé dans un délai maximal de 72 heures à compter de cette demande.

14. ASSURANCES

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance destinée à couvrir, tant au titre d'une responsabilité administrative que civile, l'ensemble des dommages matériels, corporels et immatériels causés pendant la période de mise à disposition et d'essai éventuels des équipements, la livraison, l'installation, la mise en service des installations et pendant l'exécution de toutes les prestations de maintenance, que ces dommages soient causés par son personnel salarié en activité de travail ou par ses préposés ou toute personne dont il se serait attaché le concours.

Il devra joindre à son dossier la copie de sa police d'assurance, le CHD Vendée se réservant le droit de demander des garanties supplémentaires s'il s'avère que les garanties offertes sont insuffisantes pour couvrir la totalité des risques.

15. PRIX DU MARCHÉ

Avertissements :

Toutes les opérations non chiffrées après le rendu des offres seront à la charge du candidat.

15.1 DISPOSITIONS GENERALES

L'unité monétaire du marché est l'euro. Concernant un titulaire étranger, le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identité fiscale.

Les prix du marché sont des **prix unitaires nets HT** de chacun des produits figurant dans l'acte d'engagement et ses annexes. Ces prix sont appliqués aux quantités réellement commandées, livrées et acceptées. La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ces prix sont fermes sur une première période de 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Ils s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation ou de gestion.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur.

Les prix comprennent :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures
- Les frais afférents au conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport jusqu'au lieu de livraison,
- Les frais de manutention jusque dans les locaux,
- Le coût d'installation des matériels si besoin,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,

- L'évacuation de tous les emballages,
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement,
- Les éventuelles formations du personnel du CHD Vendée nécessaires à la bonne utilisation des produits,
- Les frais non mentionnés mais qui sont nécessaires à l'obtention d'une livraison de qualité.

En cas de dispositions réglementaires sur les prix publiées au Journal Officiel au cours de l'année et de variation des prix à la suite de convention entre le CEPS et les entreprises exploitant des médicaments, l'application des nouveaux prix interviendra automatiquement sans que cela nécessite un avenant au marché en cours. L'offre de l'opérateur économique sera révisée à la baisse pour les médicaments en cours d'exécution des marchés ayant fait l'objet d'une baisse tarifaire conventionnelle publiée au Journal Officiel.

Dans tous les cas, les prix du titulaire seront considérés comme des prix plafonds.

15.2 REVISION DES PRIX

Trois mois avant la date anniversaire du contrat, le titulaire pourra proposer un ajustement de ses prix à la hausse comme à la baisse pour la période contractuelle suivante de 12 mois, en fonction de la variation du barème applicable à l'ensemble de la clientèle. Le titulaire justifiera l'évolution du prix au regard de l'évolution de sa structure de coût. Il indiquera au CHD Vendée toutes les données relatives au barème clientèle, ce dernier doit être joint lors de chaque éventuel ajustement, daté et numéroté. Le CHD Vendée se réserve la possibilité d'accepter ou non l'ajustement des prix proposés. **Le taux annuel de révision maximum est fixé à 1,5 %.** A réception de la nouvelle proposition de prix le CHD Vendée adressera au titulaire un "Bon pour accord" pour la poursuite du marché sur la base du nouveau forfait. A défaut de nouvelle proposition de prix, le marché se poursuit à prix identique.

15.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Dans le cas où l'augmentation du montant du forfait révisé serait supérieure au taux indiqué ci-dessus, le CHD Vendée se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

15.4 PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire pourra faire bénéficier le CHD Vendée en cours de marché des offres de prix promotionnelles. Le titulaire adressera le tarif promotionnel par tout moyen lui permettant de donner une date certaine ainsi que toutes les précisions utiles suivantes : durée de la promotion, désignation des produits concernés, différence entre le prix du marché et le prix promotionnel. Ce tarif sera annexé au marché. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché initiaux sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

16. MODALITES DE FACTURATION ET PAIEMENT

16.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- ✓ Le numéro du marché,
- ✓ Le numéro de SIRET, qui identifie le pouvoir adjudicateur en tant que destinataire de la facture
- ✓ Le code service ou numéro d'engagement de l'entité du pouvoir adjudicateur en charge du règlement de la facture, si l'établissement concerné le demande.

Le code CHORUS sera transmis par le service pharmacie.

Le rythme des factures est pour tous les lots : mensuel à terme échu.

16.2 MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement des factures est effectué par virement administratif par le Trésorier Principal des Hôpitaux de La Roche Sur Yon (5 rue de la Simbrandière, 85020 La Roche Sur Yon cedex, téléphone : 02.51.08.86.30, télécopie : 02.51.36.04.65).

Le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de chaque facture par les établissements.

En cas d'application d'un escompte, ce délai pourra être réduit.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majorer de huit points de pourcentage.

Le délai peut être suspendu à la demande de la personne responsable du marché, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.

Le titulaire est tenu de signaler tout changement survenant au cours de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG.

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

17. AVANCES

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, **sauf si le titulaire renonce à cette avance.**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique. Le titulaire doit avoir indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait ou pas au paiement de l'avance.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

18. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES



L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire:

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux commandes, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Cet article complète l'article 45 du CCAG.

Dans les cas et conditions prévus à l'article 45 du CCAG- FCS, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en oeuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations par un autre prestataire.

19. CONDITIONS DE RESILIATION

19.1 PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

19.2 RESILIATION POUR RETRAIT DE L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS

L'exécution du présent marché public pour certains lots est strictement conditionnée à la possession par l'établissement des équipements objet de la prestation.

En cas de retrait de l'ensemble des équipements du lot, la résiliation du marché public est prononcée. Le cas échéant, le CHD Vendée ou l'établissement concerné informe le titulaire par lettre recommandée. La résiliation prend effet à date de retrait de l'équipement. La résiliation pour réforme de l'ensemble des équipements n'ouvre droit à aucune indemnisation.

19.3 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

19.3.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

19.3.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19.3.3 Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

19.4 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

19.5 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG-FCS complétées des cas suivants :

- Non-respect de la clause de sauvegarde des prix,
- Changement de caractéristiques des produits ou prestations non validé par l'acheteur,
- En cas de non-respect de la réglementation, des préconisations de l'ANSM, risques dans la prise en charge du patient dans le cadre d'une pharmacovigilance,
- Défaut de formation par le titulaire des équipes intervenantes,
- Non transmission des pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D 8222-8 du code du travail,
- Non transmission de l'étendue et les conditions de garantie des fournitures livrées,
- Non transmission des autorisations de commercialisation des fournitures en cours de validité dans l'hypothèse où le titulaire n'est pas le fabricant des fournitures concernées,
- Non transmission des éléments en cours de validité (agréments...) attestant que les fournitures proposées sont certifiées conformes aux normes exigées dans le cahier des charges,
- En cas de non-conformité des fournitures et prestations fournis,

- En cas d'apparition de nouvelles normes que le titulaire ne saurait mettre en œuvre dans les délais prescrits,
- En cas de défaut et/ou retard répétés de livraison des fournitures ou des prestations dans les délais prescrits,
- L'absence d'alignement du prix du médicament princeps sur les prix des médicaments génériques, le cas échéant.

La résiliation pour faute du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité pour ce dernier. Par ailleurs, le coordonnateur se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie des fournitures et prestations aux frais et risques du titulaire défaillant et, le cas échéant, d'introduire contre lui un recours en dommages et intérêts, en réparation de l'éventuel préjudice subi.

19.6 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

20. REGLEMENT DES LITIGES

20.1 LOYAUTE CONTRACTUELLE

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis à vis des établissements et s'oblige à apporter les moyens et faire preuve de la compétence, du soin, et de diligence, appropriés dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire se doit de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

20.2 TRIBUNAL COMPETENT

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges complétée par la circulaire du 07/09/2009 portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes
6 Allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

21. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire, les contacts sont :

- Aspects techniques : Docteur Vincent DALIBARD - Radiopharmacien
Tél. : 02.51.44.62.89
Mail. : vincent.dalibard@ght85.fr

- Aspects administratifs :

Cellule Juridique des Contrats de la Commande Publique
Direction des ressources matérielles et du patrimoine
CHD VENDEE
M. Arnaud SARTHOU
Gestionnaire marchés
Tél. : 02.51.08.09.61
Mail : arnaud.sarthou@ght85.fr

- Aspects juridiques :

Cellule Juridique des Contrats de la Commande Publique
Direction des ressources matérielles et du patrimoine
CHD VENDEE
Mme Sabrina CHARLES
Responsable Cellule Juridique
Mail : sabrina.charles@ght85.fr

22. REGLEMENT DES LITIGES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché. Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, complétée par la circulaire du 07/09/2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique. En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par le code de la commande publique et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes
6 allées de l'Île Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

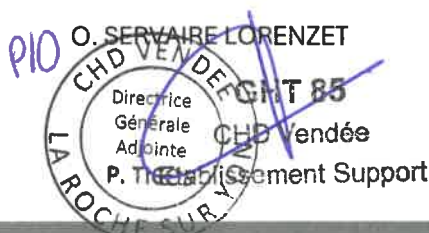
23. DEROGATIONS AU CCAG FCS

L'article 11.5 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS (pénalités).
L'article 5 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 4 du CCAG-FCS (documents contractuels).
L'article 16.6 du présent marché déroge à l'article 42 du CCAG FCS (indemnités de résiliation).
D'une manière générale, le CCAG-FCS s'applique de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

A La Roche sur Yon, le **24 FEV. 2026**

Le directeur général du CHD Vendée

Etablissement support du GHT Vendée


O. SERVAIRE LORENZET
Directrice Générale Adjointe
CHD Vendée
Etablissement Support